

Le contrat pour la mixité des emplois



Le contrat pour la mixité des emplois vise à favoriser la diversification des emplois occupés par les femmes et leur promotion dans l'entreprise.

Pour quel objectif ?

L'employeur qui facilite l'**embauche**, la **mutation** ou la **promotion** d'une ou plusieurs femmes dans l'entreprise, bénéficie d'une aide financière de l'Etat pour la mise en oeuvre de formations et/ou d'aménagements matériels.

Les employeurs concernés

Entreprises dont l'**effectif est égal ou inférieur à 600 salarié(e)s**.

Les conditions à remplir

Permettre à une ou plusieurs femmes **d'accéder à un métier ou une qualification où elles sont peu représentées dans l'entreprise**.

Pour qui ?

Le contrat concerne **toutes les femmes salariées** ou **demandeuses d'emploi**, sans condition d'âge ni de niveau, dont le contrat est à **durée indéterminée**.

- Toutefois, cette mesure peut être applicable aux salariées dont le contrat de travail est à **durée déterminée** pour une période minimum de **douze mois** et ce, uniquement dans le cas de **l'embauche et de la formation des intéressées**.

- Il peut également être utilisé en **complément de contrats en alternance** (contrat apprentissage, contrat de professionnalisation...) pour les aménagements de vestiaires et/ou ergonomiques.

À noter, pour les contrats de professionnalisation, il est possible de cumuler des aides sur la formation + 30 % de la rémunération (durant le temps de la formation).

Comment ?

Par des actions de formation

- Formation de qualification, sanctionnée ou non par un diplôme
- Formation à caractère technique pour accéder au poste de travail

La formation peut être dispensée dans l'entreprise par un ou des tuteurs nommément désignés, en inter-entreprise ou par un organisme de formation extérieur.

Prise en charge de l'Etat (plafonds) :

- 50 % du coût pédagogique de la formation
- 30 % du coût des rémunérations de la (ou des) salariée pendant la période de formation

Par des actions en matière d'aménagement de matériel

- Aménagement ergonomique de postes de travail (par exemple : pour la réduction des charges physiques)
- Aménagement de locaux (vestiaires, douches...)

Prise en charge de l'Etat (plafond) :

- 50 % des coûts afférents à l'aménagement de postes ou de locaux

Les aides sont cumulables entre elles (par exemple, une entreprise peut bénéficier d'une aide à la formation et d'une autre destinée à l'aménagement du poste de travail).





Le contrat pour la mixité des emplois

MODE D'EMPLOI

- Le contrat pour la mixité ne se substitue pas au contrat de travail ; il l'accompagne.
- Le contrat pour la mixité doit être signé au plus tard le jour du commencement de la formation ou du début des travaux, sachant que l(les)'intéressée(s) doit(doivent) être signataire(s) du contrat.
- Le terme du contrat est fixé à la date de fin de travaux ou à celle de fin de formation.

- 1 - Etablir des devis** en fonction du projet (formation et/ou acquisition de matériel ergonomique et/ou aménagement des vestiaires).
- 2 - Consulter** le Comité d'Entreprise ou, à défaut, le Délégué du personnel sur le projet de contrat (un procès verbal de la consultation sera fourni).
- 3 - Contacter la Chargée de Mission aux Droits des Femmes et à l'Égalité** qui assure l'instruction administrative des dossiers.

En amont, elle informera l'entreprise sur les pièces complémentaires à fournir pour le dossier et évaluera avec elle le coût global du contrat et la prise en charge financière de l'Etat.

- 4 - L'Etat**, au vu des pièces, établit un contrat entre l'Etat, l'Entreprise et la (ou les) bénéficiaire(s) nommément désignée(s).

Dans le cas où la formation ou l'aménagement de postes de travail ou de locaux concerne plusieurs salariées, il convient de prévoir un seul contrat dit "collectif".

- 5 - L'Etat** verse sa quote-part au début et à la fin de l'action au vu des justificatifs et dès lors que les engagements réciproques ont été respectés.

A l'issue de la formation et/ou des travaux d'aménagement, l'employeur doit affecter l(les)'intéressée(s) au poste prévu et à la date fixée dans le contrat.

La mise en oeuvre d'un contrat pour la mixité des emplois est rapide dès lors que l'entreprise a fourni les devis et pièces justificatives.

Contacts

Préfecture de Région :

SGAR - Délégation Régionale aux Droits des Femmes et à l'Égalité

Tél. 04 73 98 63 17 ou 04 73 98 63 18 - droits-des-femmes@auvergne.pref.gouv.fr

Allier :

Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations

Délégation Départementale aux Droits des Femmes et à l'Égalité

Tél. 04 70 48 35 70 - helene.romussi@allier.gouv.fr

Cantal :

Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations

Délégation Départementale aux Droits des Femmes et à l'Égalité

Tél. 04 71 48 69 33 - laetitia.guilbaud@cantal.gouv.fr

Haute-Loire :

Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations

Délégation Départementale aux Droits des Femmes et à l'Égalité

Tél. 04 71 09 16 17- isabelle.barrial@haute-loire.gouv.fr

Puy-de-Dôme :

Direction Départementale de la Cohésion Sociale

Délégation Départementale aux Droits des Femmes et à l'Égalité

Tél. 04 73 14 76 05 - claire.cohadon@puy-de-dome.gouv.fr